



SEANCE DU BUREAU DU 5 MARS 2020
DECISION N° 2020-055- DB

Date d'affichage : 6 mars 2020		Le cinq mars deux mille vingt à 14 heures 00, les membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le vingt sept février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	3	Présents : (19)
dont pouvoir(s) :	2	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUULT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Sophie SARAMITO, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) :	1	Excusé(s) : (3)
		Lionel FLEUTRY, Anatole MICHEAUD, Jean-Luc LHEMANNE
Nombre de votants :	21	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (2)
Secrétaire de séance :		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Jean-Luc LHEMANNE à Sophie TUBIANA
M. Eric MOUSSERION.		Absent(s) : (1)
		Rodolphe MIRANDE

CONVENTION D'OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'IMPLANTATION D'UNE ANTENNE DE TÉLÉPHONIE SUR LE TERRAIN DE CHAMP DE LIVEAU

La Société BOUYGUES TELECOM INFRASTRUCTURES a sollicité la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) pour implanter un relais téléphonique à l'extrémité nord-est du terrain de la déchèterie de Champ de Liveau à Montreuil-Bellay (références cadastrales section YM parcelle 116). Ce projet s'inscrit dans le cadre du dispositif d'amélioration de la couverture des axes de transports routiers prioritaires de téléphonie mobile.

La convention prévoit les modalités suivantes :

- versement d'une redevance annuelle de 3 000 € ;
- indexation de la redevance à 2 % par an ;
- durée de la convention de 12 ans, reconductible une fois.

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'agglomération Saumur Val

de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée et modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Vu l'avis de la Commission Environnement, Déchets et Transition énergétique du 27 février 2020 ;

Considérant l'intérêt du dispositif d'amélioration de la couverture des axes de transports routiers prioritaires de téléphonie mobile ;

Considérant que l'implantation du relais téléphonique n'est pas de nature à gêner l'exploitation de la déchèterie de Champ de Liveau ;

Aussi,

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- **D'APPROUVER** la Convention d'occupation privative du domaine public pour l'implantation d'une antenne de téléphonie sur le terrain de la déchèterie de Champ de Liveau à Montreuil-Bellay, avec la société BOUYGUES TELECOM INFRASTRUCTURES, moyennant un loyer annuel de 3 000 €, indexé à 2 % annuel et pour une durée de 12 ans, reconductible une fois ;
- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant ;
- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de l'environnement, des déchets et de la transition énergétique à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	3 Domaine et patrimoine	3.5 Actes de gestion du domaine public - 3.5.8 Autres
-------------------	-------------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »